



## Consultation citoyenne du 20/09/2018 sur l'Avenir de la défense européenne.

**42 personnes ont assisté à cette consultation citoyenne** (autorités civiles et militaires, correspondants défense des communes, enseignants et proviseurs de lycées avec classes défense, citoyens...)

### Contexte

Depuis juin 2017 dans le prolongement de son Livre blanc sur l'avenir de l'Europe, la Commission européenne a ouvert un débat public sur l'orientation future de la défense dans une Union à 27 avec un document de réflexion. Parallèlement, les gouvernements ont affirmé leur volonté d'approfondir l'Europe de la défense en mettant en œuvre fin 2017 la Coopération structurée permanente introduite dans le Traité de Lisbonne. Dernièrement, la proposition de règlement instituant le Fonds européen de la défense a été présentée le 13 juin 2018. Cette démarche doit pouvoir s'accompagner d'une légitimité démocratique, c'est-à-dire de l'aval des citoyens européens puisque l'essence même de l'Europe de la défense est leur propre sécurité. Or, bien que cette intégration des Etats en matière de défense soit, au premier abord, perçue positivement par une majeure partie des citoyens des pays de l'UE, elle demeure difficilement identifiable à leurs yeux.

C'est dans ce contexte que le Centre Europe Direct Pyrénées a proposé d'organiser en partenariat avec la Préfecture et la Délégation Militaire Départementale une **rencontre-débat** et a réalisé un dossier d'information à disposition à l'accueil

[https://www.europedirectpyrenees.eu/wp-content/uploads/dossier\\_info\\_CIED\\_Pyrenees\\_avenir\\_defense\\_UE\\_v20180920.pdf](https://www.europedirectpyrenees.eu/wp-content/uploads/dossier_info_CIED_Pyrenees_avenir_defense_UE_v20180920.pdf)

### Intervenants

Général Arnaud Ladrange, représentant militaire de la France auprès de l'UE (2014-2017)  
Madame Estelle Poidevin, analyste politique à la Représentation en France de la Commission européenne

## Déroulé

M. Ludovic Pacaud, Secrétaire général de la Préfecture des Pyrénées-Orientales, Sous-préfet, présente les enjeux et les intervenants, en mettant l'accent sur le cadre républicain de la préfecture, un lieu de débat. Claire Sarda-Vergès prend la parole pour présenter le Centre Europe Direct Pyrénées, relais d'information de l'UE au niveau local. Le Centre d'information Europe Direct fait le constat suivant : on sent la part des citoyens une attente, un besoin d'une Europe qui protège mais les enjeux de la défense européenne restent méconnus du grand public.

Le Général Arnaud Ladrangé rappelle que le projet de défense européenne est relativement récent (10 ans), et a permis de mettre en exergue les différences de position entre États membres et groupes d'États membres, tout ça dans un contexte international très mouvementé.

Pour savoir où l'on va, il lui paraît important de savoir d'où l'on vient car cette histoire a une influence sur les événements actuels et il retrace les dates et faits importants (Traité de Bruxelles et Union occidentale, 1949 : émergence de l'OTAN qui prend le dessus sur l'Union occidentale, échec de la CED, initiative proposée dès 1950 (autonomie stratégique, supranationalité relative et armée européenne subordonnée à l'OTAN), Traité de Maastricht avec lequel la sécurité et la défense reviennent dans le cœur de métier de l'Europe, Traité de Saint-Malo (décembre 98) qui marque une étape importante car on entrevoit une capacité d'action autonome (notamment de l'OTAN), Traité de Lisbonne, création du poste de HR pour la politique étrangère et du SEAE qui ouvre la coopération renforcée et fonde la PSDC.

Principaux écueils: relation étroite et souvent subordonnée entre l'UE et l'OTAN, certains pays fondent leur défense nationale sur cette institution. Il souligne la naissance de doutes vis à vis de l'OTAN, pour certains il faudrait se prendre en main au niveau européen (posture de la France) et le fait que le Brexit va changer la donne car c'est une posture de freinage en moins même si la position franco-allemande n'arrive pas à prendre le leadership. « Sans leader il est beaucoup plus difficile d'avancer ». Il souligne un point nouveau : la Commission européenne est partie prenante de la défense européenne.

Estelle Poidevin prend le relais: « la Commission s'est insérée dans le domaine de la défense à travers des directives relatives à la compétitivité et le marché de l'armement dès 2009. On se rend compte que ses avancées sont très limitées, problème de budget, de double-emploi et de vision commune ». En 2016 « le Fonds européen de Défense est présenté : deux jalons : - action préparatoire en matière de recherche, et un volet capacitaire. Le Fonds européen de Défense dans le prochain cadre pluriannuel, les entreprises financées seront contrôlées, bonus axé sur les PME. Finalement le projet est accès sur l'offre et non la demande ».

Présentation terminée, passage aux questions et remarque :

**1<sup>ère</sup> question : Doit-on rester dans l'OTAN ? C'est l'UE qui a une attitude ambiguë avec l'OTAN, on ne s'oppose pas assez à l'OTAN.**

Réponse du Général Ladrangé: ça ne tient qu'à nous, or le geste qui a été fait en 2009 a été de se rapprocher de l'OTAN, effort humain avec 800 militaires intégrés.

Nous avons un rôle stratégique à Norfolk, poste de commandant suprême accordé à un français. Qu'a t'on gagné à rester dans l'OTAN ? Entre 1996 et 2009 on avait un pied dedans un pied dehors, aujourd'hui nous sommes intégrés pour qu'on soit crédible aux yeux de ceux qui appartiennent à l'UE et à l'OTAN, or si on quitte l'OTAN on ne serait plus très crédible aux yeux de ces pays-là. Si les américains nous soutiennent au Mali c'est parce que nous sommes à l'OTAN.

**2<sup>ème</sup> question : Les citoyens sont enclins à une Europe qui défend mais savent-ils ce que représente l'Europe de la Défense ? Que serait une armée européenne ?**

Estelle Poidevin : Le projet n'est pas dans du tout destiné à la création d'une armée européenne. La question du terrorisme et de l'immigration sont au coeur des préoccupations des citoyens. Or la défense européenne apparaît comme une solution nouvelle à ces questions.

Général Ladrage : L'armée européenne est un mirage, on ne la connaîtra sans doute jamais. La défense européenne doit se faire à travers une palette économique, humanitaire et sécuritaire que peut développer l'UE.

**3<sup>ème</sup> question : Sidération face à l'avance des Etats-Unis, notamment au niveau des drones. L'Allemagne ne met pas les moyens suffisant en termes de technologie. Emergence de l'avance technologique chinoise.**

Estelle Poidevin : Le fonds européen de défense entend proposer un élan pour le développement technologique et militaire en Europe mais ce n'est pas gagné (ce cadre financier sera décidé à l'unanimité).

Général Ladrage : Avance technologique des américains, contestées par les chinois. Au niveau international ils sont nos alliés, notamment au Mali. Il s'agit d'une question d'argent. Objectif fixé à l'OTAN (2% du budget national accordé à la défense). L'autonomie militaire se construit aussi autour de l'autonomie stratégique.

**4<sup>ème</sup> question : La sureté aérienne estonienne semble être assurée par les français, qui paye ?**

Général Ladrage : La police du ciel des Etats Baltes est assurée par l'OTAN, la France y participe régulièrement. L'Etat hôte paie la partie logistique. La France déploie aussi une mission de surveillance des Etats Baltes vis à vis de la Russie. Les polonais et les Baltes ont fait une demande de protection à l'OTAN, l'UE ne « gesticule » pas à grand frais dans cette région.

**5<sup>ème</sup> question : L'Europe n'a t'elle pas une attitude trop défensive ? Comparée aux Etats-Unis, l'armée ne semble pas encore très bien vue en France.**

Estelle Poidevin : Comme l'a souligné le Président Juncker dans son discours sur l'Etat de l'Union, l'Europe va devoir devenir un « global player » et s'assurer réellement un rôle au niveau international. Cependant, c'est plus difficile de prendre à 28 une décision qu'à un tout seul (les Etats-Unis).

**6<sup>ème</sup> question : A t-on envisagé la création d'un « OTAN européen », une nouvelle alliance qui devrait nous protéger à l'échelle européenne ? Quelles répercussions du Brexit ?**

Général Ladrage : Pour beaucoup de pays cette question apparaît un non-sens, car la protection américaine est essentielle pour de nombreux pays (notamment baltes). Un pilier européen à l'OTAN a été abandonné pour ne pas « froisser » les américains. Sur le Brexit, on perd une puissance nucléaire, on perd un allié opérationnel, on perd un grand contributeur et par ricochet on va se retrouver plus souvent avec mais aussi contre les allemands. Les allemands sont plus capacitaires qu'opérationnels (notamment à cause de la nécessité de passer devant le Parlement). Mais les britanniques vont aussi libérer certains postes d'influence, et un partenariat privilégié doit être négocié avec l'UE, les deux partis y ont intérêt.

**7<sup>ème</sup> question : Quelle est le rôle et le positionnement de Frontex ?**

Estelle Poidevin : Ce qui est planifié c'est le renforcement de Frontex, d'augmenter le nombre de gardes-côtes de 1500 à 10 000. Il s'agit également de donner à Frontex plus de prérogatives en matière de retour, alors que l'immigration reste une prérogative étatique.

**8<sup>ème</sup> : Existe-t-il un tronc commun d'objectifs au sein des 28 de l'UE ?**

Général Ladrangé : Il n'y a pas vraiment de tronc commun, ni d'appréciation commune des risques et des menaces. Beaucoup de visions différentes entre le terrorisme, l'immigration et la Russie.

**9<sup>ème</sup> question : Il y a beaucoup d'enjeux, mais il faut travailler à une vision commune. Il faut aussi tenir compte des nouveaux pays qui arrivent sur le marché de la défense. Défense ? Pourquoi pas plutôt une « stratégie ». Il n'y a pas que les aspects militaires.**

Estelle Poidevin : Economie et développement sont des priorités de la Commission et de l'Union Européenne. Et c'est sans doute la raison pour laquelle le volet opérationnel d'une Europe qui défend pourrait être très efficace, car il parviendrait à mettre en place des actions à la fois militaires mais aussi humanitaires et de soutien.

Mot de la fin de M. Ludovic Pacaud, Secrétaire général de la Préfecture des Pyrénées-Orientales, Sous-préfet : « la vision et les espoirs du citoyen se heurtent aux arguments plus « techniques », pour autant ce débat a semblé combler l'écart entre ces deux visions. Cette après-midi a permis de nourrir une véritable discussion et a favorisé le dialogue citoyen avec l'Europe, ce qui ne peut être que source d'enrichissement mutuel ».